

# L'extrême droite à l'approche des élections de 2024 : enjeux et perspectives en Belgique

Benjamin Biard

**A** lors que la moitié de la population mondiale est concernée par des élections en 2024, cette année est aussi singulière par la place occupée par l'extrême droite lors de nombreux scrutins. En Europe particulièrement, cette mouvance qui promeut notamment une politique restrictive en matière migratoire, autoritaire en matière sécuritaire, et antisystème se porte au mieux dans bon nombre de pays. Les partis qui défendent cette idéologie parviennent à accroître leur influence de façon parfois significative et, dans un nombre de cas croissant, accèdent au pouvoir, comme l'exemple néerlandais vient de le montrer tout récemment. Qu'en est-il en Belgique ? Comment analyser l'état de l'extrême droite non seulement en Flandre, mais aussi en Wallonie et à Bruxelles à la veille des scrutins qui s'annoncent ? Quels sont les enjeux pour les partis qui en relèvent ?

## L'année 2024 : un *momentum* pour le Vlaams Belang ?

Le Vlaams Belang (VB, Vlaams Blok jusqu'en 2004) incarne à lui seul l'extrême droite en Flandre. Depuis le « dimanche noir » du 24 novembre 1991, lorsqu'il est passé de 1,9 % à 6,6 % du total des votes émis à la Chambre et de 2 à 12 sièges (sur 212, à l'époque) au sein de cette assemblée, sa force électorale s'est accrue de façon considérable, et ce jusqu'à la deuxième partie des années 2000. Après un important ressac électoral – dû à la concurrence de la Lijst Dedecker et de la N-VA, auxquelles ne s'applique pas un cordon sanitaire, mais aussi aux importantes querelles qui ont éclaté en interne –, le parti a repris vigueur lors des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. Quelques mois plus tard, à l'occasion du scrutin multiple du 26 mai 2019, il a opéré un retour significatif à l'avant-plan électoral. Pour l'élection de la Chambre des représentants, où il a décroché 18 sièges (sur 150), c'est d'ailleurs lui qui a enregistré la plus forte progression, tous partis confondus : il a en effet multiplié par 3,1 son score de 2014 et a recueilli 12,0 % des suffrages à l'échelle nationale (soit un gain de + 8,1 % des votes). Depuis lors, la quasi-totalité des sondages le placent en tête des intentions de vote. Les scandales ayant récemment affecté certains

représentants du VB <sup>1</sup> ainsi que la condamnation de l'ancien député fédéral Dries Van Langenhove, intervenue le 12 mars 2024 <sup>2</sup>, ne semblent pas provoquer d'impact sur la trajectoire dudit parti.

Pour le VB, l'échéance du 9 juin 2024 ne constitue pas seulement une occasion d'améliorer la performance réalisée cinq ans plus tôt. Plus ambitieux, le parti d'extrême droite flamand espère parvenir à rompre le cordon sanitaire politique qui le tient à l'écart du pouvoir à tous les échelons depuis plus de 30 ans <sup>3</sup> et se prépare à gouverner. Pour ce faire, il essaie de gagner en respectabilité, notamment afin de devenir un partenaire de coalition potentiel. Cette stratégie – dont les contours peuvent être questionnés puisque certains éléments plus radicaux conservent une place importante et une liberté de parole qui interroge en dehors des rangs du parti – semble au moins partiellement porteuse. Ainsi, le 16 mars 2024, le ministre-président flamand, Jan Jambon (N-VA), a déclaré au quotidien *Het Nieuwsblad* que « le VB est pour nous un parti comme les autres ». Par ailleurs, le VB entretient son réseau dans différents milieux, notamment économiques ou étudiants, afin de disposer, le cas échéant, d'un vivier de compétences prêtes à être mobilisées.

Peut-être plus encore que les élections du 9 juin, le scrutin communal du 13 octobre 2024 constitue un autre véritable enjeu pour le VB. Compte tenu de l'importante dynamique dans laquelle il se trouve aujourd'hui, d'une part, et de la modification des règles pour la formation du collège et la désignation du bourgmestre <sup>4</sup>, d'autre part, il pourrait en effet se hisser au pouvoir dans une ou plusieurs communes flamandes à l'issue de celles-ci. Rappelons que, lors des élections communales de 2018, une liste locale du VB (Forza Ninove) avait échoué de justesse à remporter une majorité absolue à Ninove (avec 40,0 % des voix et 15 sièges sur 33). Une seule percée (en majorité absolue ou en coalition avec une ou plusieurs autres listes) pourrait provoquer un « effet domino » qui contribuerait à faire passer le VB du statut de parti d'opposition confiné à la périphérie du pouvoir à celui de parti gérant une autorité publique. L'année 2024 pourrait donc constituer un *momentum* pour le VB.

---

<sup>1</sup> En décembre 2023, des journalistes du *Monde*, du *Spiegel* et du *Financial Times* ont rapporté que le conseiller communal à Malines et ancien parlementaire fédéral Frank Creyelman avait travaillé comme informateur pour le compte des services de renseignement chinois. En mars 2024, une enquête menée par les magazines *Apache* et *Humo* a en outre mis en évidence que le député flamand Filip Dewinter aurait collaboré avec un espion chinois.

<sup>2</sup> Fondateur du mouvement d'extrême droite Schild & Vrienden, D. Van Langenhove a été condamné par le tribunal correctionnel de Gand à une peine d'un an de prison ferme, à une amende de 16 000 euros ainsi qu'à la déchéance de ses droits civiques pour dix ans pour avoir enfreint la législation sur le racisme et le négationnisme. Il a aussi été condamné pour violation de la loi sur la détention d'armes.

<sup>3</sup> B. BIARD, « Le cordon sanitaire : une réalité unique en Europe », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 8 mai 2024, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).

<sup>4</sup> S. GOVAERT, « La réforme de la démocratie locale en Flandre », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2550, 2022.

## La difficile éclosion de l'extrême droite francophone

Alors qu'elle se porte particulièrement bien en Flandre, l'extrême droite peine depuis longtemps à s'imposer ailleurs en Belgique. À Bruxelles, le VB doit se contenter depuis 2014 d'un seul siège au parlement régional, qui en compte 89<sup>5</sup>. De nombreuses autres formations, francophones celles-là, ont tenté de se développer dans la capitale et en Wallonie. Citons, entre autres, Agir, Nation, le Front national (FN), le Front nouveau de Belgique (FNB) ou encore le Parti des forces nouvelles (PFN). Le FN et le FNB ont obtenu des mandats parlementaires depuis les élections de 1989 (à Bruxelles) ou de 1995 (en Wallonie) jusqu'à celles de 2004 incluses. Mais l'extrême droite francophone a disparu des assemblées depuis les scrutins de 2009 et de 2010<sup>6</sup>.

Au moins cinq facteurs permettent d'appréhender ce contraste belge<sup>7</sup>. *Primo*, les formations d'extrême droite en Belgique francophone ont connu d'importantes tensions internes dans le temps ; celles-ci se sont souvent traduites par des scissions. Une des plus récentes concerne Nation, confronté au départ d'une partie de ses cadres et militants et à la fondation du Parti national européen (PNE) le 13 décembre 2019<sup>8</sup>. *Secundo*, alors que le VB a toujours été mené par des figures emblématiques, l'extrême droite francophone peine à se rassembler derrière une figure marquante ou charismatique. *Tertio*, les stratégies de lutte déployées au sein de la société civile (notamment par les mouvements antifascistes) entravent les tentatives de développement de partis relevant de cette idéologie. *Quarto*, le cordon sanitaire médiatique tend à réduire la visibilité de l'extrême droite et à entretenir l'idée selon laquelle les partis qui en relèvent ne sont pas comme les autres. *Quinto*, si le sentiment d'identité nationale (au sens large) est très développé en Flandre, c'est nettement moins le cas de l'autre côté de la frontière linguistique.

Malgré ces difficultés, de nouvelles formations d'extrême droite continuent à éclore en Belgique francophone, considérant – sans doute à juste titre – que ce territoire offre un terreau propice au développement de telles formations. En effet, plusieurs enquêtes ont démontré que si les préoccupations premières des Flamands et des francophones sont différentes<sup>9</sup>, leurs attitudes politiques ne sont quant à elles pas

<sup>5</sup> Il en a occupé bien davantage par le passé au sein du groupe linguistique néerlandais : 1 sur 11 en 1989, 2 sur 10 en 1995, 4 sur 11 en 1999, 6 sur 17 en 2004, 3 sur 17 en 2009.

<sup>6</sup> Le Parti populaire (PP) a certes remporté un siège à la Chambre en 2010 et en 2014 et un élu au Parlement wallon en 2014, mais son virage à l'extrême droite est davantage à situer en 2015 et ses deux parlementaires élus en 2014 se sont montrés relativement discrets et peu virulents. Sa dernière participation électorale, en 2019, a été un échec et le parti s'est ensuite dissous.

<sup>7</sup> B. BIARD, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique » et « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2522-2523 et 2524-2525, 2021.

<sup>8</sup> À ce propos, cf. B. BIARD, Y. ROGISTER, « À la droite de la droite : longévité et hybridité du mouvement Nation », *Radices*, volume 3, n° 1, 2023, p. 41.

<sup>9</sup> Cf. le sondage réalisé du 8 au 18 avril 2024 par l'Institut Kantar pour la RTBF et le groupe IPM. Selon ce sondage, la première préoccupation des Flamands est l'immigration tandis que la première préoccupation des Wallons et des Bruxellois porte sur les revenus et le pouvoir d'achat. Selon ce même sondage, l'immigration apparaît, respectivement, au rang de 4<sup>e</sup> et de 7<sup>e</sup> priorité à Bruxelles et en Wallonie.

si distinctes. Par exemple, dans une récente étude, Arno Van Hootegem et Bart Meuleman ont indiqué que, « contrairement à ce qui est souvent perçu, les Belges francophones ne se sentent pas moins menacés par l'immigration que leurs homologues flamands »<sup>10</sup>. De même, l'appréhension et le sentiment de déception à l'égard des institutions et partis politiques sont également bien marqués dans l'opinion francophone<sup>11</sup>.

La tentative la plus remarquable à cet égard est la création, à l'automne 2021, du parti Chez Nous<sup>12</sup>. Porté sur les fonts baptismaux par Jérôme Munier et Grégory Vanden Bruel, tous deux ex-membres actifs du PP, le parti d'extrême droite développe un programme et une communication essentiellement articulés autour de six axes majeurs : l'identité, l'immigration, la sécurité, la fiscalité, la bonne gestion publique et l'écologie de terroir et de proximité. Confronté aux mêmes difficultés que les autres partis d'extrême droite (comme le cordon sanitaire médiatique ou l'opposition active de la société civile), Chez Nous parvient toutefois à se distinguer à plusieurs égards et, par conséquent, à appréhender le scrutin du 9 juin 2024 avec davantage d'espoir.

Tout d'abord, cette nouvelle formation politique est particulièrement active sur les réseaux sociaux. Depuis la création du parti jusqu'à la fin du mois de mai 2023, un peu plus de 31 000 euros ont été dépensés pour des publicités sur les plateformes du groupe META. Il s'agit pour Chez Nous de se faire connaître en dépit du cordon sanitaire médiatique en vigueur. Et cette stratégie semble payante : au printemps 2024, le bureau de consultance Gosselin & de Walque a estimé que le compte du parti Chez Nous serait le troisième le plus influent en Belgique francophone (après ceux de Paul Magnette et de Georges-Louis Bouchez)<sup>13</sup>.

Ensuite, le parti dirigé par J. Munier bénéficie du soutien de formations politiques qui ont pignon sur rue, au premier rang desquelles le VB, le Rassemblement national (RN) français<sup>14</sup> ou encore le Partij voor de Vrijheid (PVV) néerlandais. Ce soutien n'est pas seulement moral ou symbolique. Ainsi, le 28 mars 2022, une convention a été signée entre le RN et Chez Nous (avec l'accord écrit du VB) afin d'accorder au nouveau parti le droit à recourir au sigle et au logo du Front national (belge)<sup>15</sup>. Si Chez Nous ne l'utilise pas véritablement, cela lui permet de sécuriser la « marque FN » et d'éviter qu'elle soit récupérée par de potentiels concurrents. Du côté du VB, le parrainage est encore plus intense et profitable. Le VB a renoncé à déposer des listes électorales dans les

---

<sup>10</sup> A. VAN HOOTEGEM, B. MEULEMAN, « European Citizens' Opinions Towards Immigration and Asylum Policies. A Quantitative Comparative Analysis », in A. REA, M. MARTINIELLO, A. MAZZOLA, B. MEULEMAN, *The Refugee Reception Crisis in Europe. Polarized Opinions and Mobilizations*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2019, p. 40.

<sup>11</sup> IWEPS, « Le Baromètre social de la Wallonie 2023 », *Regards statistiques*, n° 11, 2024, p. 21-30.

<sup>12</sup> B. BIARD, « Le parti Chez Nous », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2579-2580, 2023.

<sup>13</sup> Précisons cependant que, le 12 juillet 2023, un article publié en ligne par le média *Bruxelles Dévise* a révélé que Chez Nous aurait acheté des faux comptes et faux *likes* sur le réseau social Instagram.

<sup>14</sup> Des tensions entourant le recours à l'image de Marine Le Pen par le parti Chez Nous sont toutefois à relever. Cf. *Le Soir*, 15 mai 2024.

<sup>15</sup> Dans une lettre adressée au président de Chez Nous en mai 2024, l'avocat de Marine Le Pen en Belgique a toutefois notifié à J. Munier la résiliation, avec effet immédiat, de ladite convention.

circonscriptions wallonnes en vue de l'élection de la Chambre des représentants<sup>16</sup>. De plus, il a apporté à Chez Nous la signature de trois de ses députés sortants pour éviter à son jeune allié de devoir chercher les signatures de citoyens pour se présenter à l'élection fédérale. Un soutien financier par le VB n'est en outre pas à exclure, même si aucun des deux partis ne le confirme. En échange, Chez Nous laisse le champ libre au VB à Bruxelles, tant pour l'élection de la Chambre que du parlement régional, où le parti flamand incarnera à lui seul l'extrême droite le 9 juin 2024<sup>17</sup>.

Enfin, le parti Chez Nous parvient à rallier à lui plusieurs tendances de l'extrême droite wallonne, dont le PNE – porté par Olivier Balfroid (ancien militant du FN belge et ancien secrétaire général de Nation) et Jean-Pierre Borbouse (qui a été élu sur une liste FN et a siégé en tant que député wallon et de la Communauté française de 2004 à 2009) – et Agir – qui se réclame héritier du FN belge. Alors que les autres formations qui incarnent l'extrême droite (comme Nation) ne déposent aucune liste en vue du scrutin du 9 juin 2024, Chez Nous se retrouve seul parti relevant de cette mouvance à être en lice en Wallonie – à l'instar du VB à Bruxelles. Cette absence de concurrence à l'extrême droite est pour le moins rare. Au niveau wallon, c'est d'ailleurs la première fois depuis l'élection directe du parlement régional en 1995 qu'une seule formation d'extrême droite se présente au suffrage des électeurs si l'on considère l'ensemble des circonscriptions. Or, ensemble, les listes classées « à la droite de la droite » ont remporté plus de 9 % des suffrages wallons pour l'élection de la Chambre des représentants le 26 mai 2019<sup>18</sup>. Chez Nous dispose donc d'un réservoir de voix potentiel non négligeable.

## Conclusion

Alors que l'extrême droite connaît un nouvel essor dans bon nombre de pays européens, elle rencontre un destin singulier en Belgique. D'une part, le VB est en excellente santé en Flandre et semble se diriger vers la première place dans la hiérarchie des partis ; pourtant, il reste confiné aux marges du pouvoir compte tenu du cordon sanitaire adopté par les principaux partis il y a plus de 30 ans. D'autre part, la Wallonie reste un des rares territoires européens préservés de la présence de partis d'extrême droite influents. Néanmoins, ce fort contraste belge n'est pas immuable et Chez Nous pourrait changer la donne, tandis que le VB pourrait à nouveau faire planer le spectre d'un blocage des institutions bruxelloises, comme au tournant du siècle. Les enjeux de cette « année de toutes les élections » sont capitaux pour l'extrême droite, tant en Flandre que dans le reste du pays. Plus globalement, cette idéologie a le vent en poupe

<sup>16</sup> Le VB avait obtenu 18 077 voix (soit 0,9 % des suffrages valablement exprimés) dans les cantons wallons lors des élections législatives du 26 mai 2019, ce qui a augmenté sa dotation publique d'environ 400 000 euros en cinq ans.

<sup>17</sup> La situation actuelle contraste donc avec celle de 2019. Cette année-là, à la droite du MR, les Listes Destexhe et le PP, présents dans le groupe linguistique français, ont récolté respectivement 2,2 % et 1,4 % du total des voix émises dans la Région, juste devant le VB, qui en a obtenu 1,3 % (soit 8,3 % des voix émises dans le groupe linguistique néerlandais).

<sup>18</sup> Le Parti populaire (PP) décrochait 3,2 % des voix valablement exprimées en Wallonie, tout comme les Listes Destexhe (LDD), tandis que le Vlaams Belang (VB) n'en recueillait que 0,9 %, La Droite 0,7 %, Les Belges d'abord 0,5 %, Nation 0,5 % et Agir 0,4 %.

ailleurs en Europe, non seulement parce que les partis qui l'incarnent captent une bonne partie des votes de protestation, mais aussi, de plus en plus, parce que des électeurs adhèrent à ses idées. L'enjeu dépasse donc largement les frontières belges et les scores des partis d'extrême droite au scrutin européen de juin prochain retiendront toutes les attentions.

Pour citer cet article : Benjamin BIARD, « L'extrême droite à l'approche des élections de 2024 : enjeux et perspectives en Belgique », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 30 mai 2024, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).